

## Gourou en acier et voix dissidentes

Meena Galliari (Mumbai)

**C'est la provenance de ce texte sur les opposants à Mittal en Inde qui en fait tout l'intérêt. Il s'agit d'une compilation d'articles, parus dans la presse indienne (The Tribune, India News, Times of India) ou sur des blogs indiens, réalisée par Meena Galliara, professeur à School of Business Management de l'institut universitaire NMIMS (Narsee Monjee Institute of Management Studies, Mumbai). Et ce pour discussion dans le cadre d'un séminaire avec ses étudiants...**

Arcelor Mittal se vante d'être "la première entreprise de l'acier au monde". Active dans plus de 60 pays, elle conduit -si l'on se réfère à son site web- "la consolidation de l'industrie mondiale de l'acier et s'érige comme le seul véritable sidérurgiste de dimension mondiale". Ainsi, Arcelor Mittal propose d'investir 201 milliards de dollars pour asseoir sa présence en Inde en y installant deux usines capables de produire chacune 12 millions de tonnes d'acier par an dans les États, riches en minerais, de Jharkhand et Orissa. Pour y parvenir, la compagnie a besoin d'acquérir des terres, héritage ancestral de milliers d'Indiens pauvres. De leur côté, ceux-ci n'hésitent pas à se confronter au géant de l'acier: "Nous pouvons donner nos vies mais nous n'abandonnerons pas un pouce de notre terre ancestrale. La terre, ses rivières, la forêt sont à nous. Nous ne souhaitons pas avoir des usines, du fer ou de l'acier. Dégage Arcelor Mittal!" déclare avec force l'activiste communautaire Dayamani Barla.

### L'agitatrice

Dayamani Barla débute sa vie de travailleuse comme employée domestique à Ranchi. Elle lave la vaisselle. Devenue étudiante, elle profite de l'éclairage de la gare de trains pour étudier et préparer son diplôme de "master" en commerce. Elle devient journaliste rurale en écrivant sur les luttes de son peuple et son oppression et, dans ce cadre, reçoit en 2000, le prix P. Sainath du journalisme rural alternatif. Elle s'active actuellement à défier un géant de la sidérurgie mondiale et à devenir le fer de lance d'un mouvement qui s'étend des arrières cours du Gulma indien jusqu'à Berlin et le Forum Social Mondial. En octobre 2012, Barla s'adresse à une conférence patronnée par la coordination Adivasi (AKD) en Allemagne, une organisation de défense des droits de l'homme active dans la thématique des populations indigènes. Lors d'un atelier de cinq jours au Forum Social Européen (FSE), ses interventions sont intitulées "Droits à la vie des peuples autochtones et vision globale" ainsi que "Les peuples autoch-

tones et l'environnement planétaire". En 2004, elle gagne une bourse de la Fondation Nationale pour l'Inde et en 2008 elle reçoit pour sa lutte contre Mittal, le prix "Chingaari" (la Flamme) destinée aux femmes qui se battent contre la criminalité des entreprises. Son activisme lui vaudra également des menaces de mort et des pressions pour que cessent ses campagnes de dénonciation. Mais en tant qu'organisatrice de "Adivasi Moolvaasi Asthitva Raksha Manch (AMARM)", Barla est résolue à continuer: "Nous n'allons pas céder un pouce de notre terre pour ce projet", répète-t-elle. "Les précédentes mesures que les populations tribales ont connu au nom du développement, ont été très décourageantes. Des propriétaires de terres ont été réduits à l'état de charpardeurs sur leurs propres domaines ou ont été obligés de migrer. Pour combien de temps vont-ils encore être déçus et dépouillés?" se demande-t-elle. Toujours en contact avec son peuple et ses racines, Barla gagne sa vie en gérant une échoppe de thé.

### Terres ancestrales

Dayamani dirige le mouvement du Jharkhand sous la bannière de Adivasi Moolvaasi Asthitva Raksha Manch (AMARM, Forum pour la protection des populations indigènes et tribales). Elle a plaidé en faveur des revendications de son peuple depuis les villages de son Inde rurale jusqu'aux centres du pouvoir européen. Pour ce faire, Dayamani affirme que la constitution indienne protège les tribus recensées (adivasi) dans les zones affectées en interdisant aux non tribaux et aux parti-

culiers le transfert ou l'achat de terres tribales et des ressources naturelles. S'exprimant plus en détail, elle dit que les deux districts affectés du Jharkhand, Gumla et Khunti ont une prépondérance de tribus Munda, tandis que Keonjhar et Orissa sont dominés par les Gond, Munda, Dehuri et les tribus Saunti.

"Pour toute communauté tribale, la terre n'est pas simplement un bien qui peut être vendu, mais un héritage à conserver. Ceux qui l'occupent n'en sont ni les maîtres ni les proprié-

taires mais leurs protecteurs pour les générations futures. Les ressources naturelles ne sont pas pour nous de simples moyens de survie mais des symboles de notre identité, dignité, autonomie et culture.”.

La résistance acharnée des militants AMARM durant ces cinq dernières années au Jharkhand contre les projets de la compagnie a donné des résultats. Leurs initiatives sont encouragées par une série de manifestations et d'actions.

En octobre 2010, le Mittal Prati-rodh Mamch (MPM, le forum d'opposition à Mittal), a organisé une manifestation massive débordant d'affiches et de bannières anti-Mittal dans le district de Keonjhar à Orissa. Les militants affirment que, “outre des déplacements massifs de populations, le projet envisagé par Arcelor Mittal détruirait les forêts, les sources d'eau et les écosystèmes, ce qui met en péril l'environnement et l'économie de subsistance d'une société tribale qui prend ses racines dans l'agriculture et les produits forestiers“. Toujours selon Barla: “notre lieu de culte, ou Sarna Sthal, est composé de bosquets que nous tenons pour sacrés (sasandari) ainsi que le site de notre village dont les pierres sont érigées en mémoire des ancêtres du clan. Est-il possible de réhabiliter ou de donner une compensation pour ces terres?”

Le district de Keonjhar est riche en réserves de minerai de fer et de manganèse (elle détient 75 % des réserves de minerai de fer d'Orissa). “Environ 10.000 personnes devront être déplacées et des pans entiers de terres de très bonne qualité leur seront enlevés... Pourquoi la compagnie ne va-t-elle pas chercher des terrains abandonnés et sans forêts largement disponibles dans le district?”, s'interroge Prafulla Samanthra, une militante de MPM. Un représentant de la compagnie a une réponse toute faite: “Ces États sont fort

bien dotés en réserves minérales et donc l'industrialisation est essentielle si l'on veut favoriser la croissance et le développement ici”, a-t-il dit sous couvert d'anonymat. “Par contre, et le contraste est frappant, le potentiel agricole est plutôt faible dans ces domaines. Les zones sélectionnées pour le projet dans ces deux États l'on été sur la base de considérations techniques telles que la texture des sols, la disponibilité de l'eau, les possibilités optimales de transport et une bonne connectivité ferroviaire pour l'usine”. Le représentant affirme également que les besoins des villageois ont été pris en compte. “Nous ne pouvons pas continuer dans nos projets si la population locale ne devient pas un véritable partenaire en ce qui concerne la création d'opportunités de revenus et de croissance par le biais des emplois directs et indirects”, a-t-il ajouté.

A croire ce cadre, sa société est impatiente d'éduquer et de former des jeunes à travers “le rapprochement des divers instituts techniques existants dans l'État et en intégrant les femmes dans des formes diverses d'activité économique par le biais de groupes d'entraide. Même les segments illettrés de la population actifs dans les travaux agricoles pourront bénéficier d'une formation pour des tâches non qualifiées. L'idée, est de donner un coup de fouet à l'économie générale de la région”

### Quadrillage du territoire

Lakshmi Mittal, président et PDG de la société, a depuis longtemps la volonté d'accroître la production d'acier dans son pays natal. En octobre 2005, Mittal Steel et le gouvernement du Jharkhand ont signé un premier protocole d'accord pour la construction d'une aciérie produisant 12 millions de tonnes d'acier par an pour un investissement estimé à 9,3 milliards de dollars. En août 2006, Mittal Steel absorbe son rival Arcelor. Un an plus tard, la nou-

velle entité signe un protocole d'accord similaire avec l'État d'Orissa. En plus de la construction d'une centrale électrique intégrée, ces deux projets d'aciérie, ayant chacune une capacité de production de 6 millions de tonnes, doivent être mises en place en deux étapes. La première étape devait être achevée dans les 48 mois à compter de la date de l'accord sur le rapport du projet détaillé et la deuxième 54 mois après la fin de la première étape. Ce méga projet d'aciérie au Jharkhand nécessitera 3584 hectares de terrain englobant jusqu'à 16 villages des districts de Gumlaand Khunti selon les données du ministère de l'industrie. Cependant Barla de même que les villageois locaux font valoir que les chiffres susmentionnés “peuvent être considérés comme modérés et valables uniquement pour le lancement du projet”.

Si l'aciérie est effectivement mise en place, la nécessité de terres va évidemment s'accroître du fait du développement des infrastructures nécessaires à l'usine et au logement des travailleurs. Dans ce processus environ 30 à 40 villages sont susceptibles d'être déplacés et leurs terres spoliées. Ceci met en péril l'environnement et la source même de subsistance des indigènes. Les projets d'ArcelorMittal portent sur 3.160 hectares dans l'Orissa, s'étendant sur plus de 15 villages du district de Keonjhar. Il comprend des installations pour la fusion du coke et la production d'acier ainsi que des laminoirs et une centrale électrique intégrée de 750 mégawatts. La société étudiera de plus la faisabilité de la création d'une centrale électrique de 2.500 mégawatts au Jharkhand ainsi que la création de logements et la mise en place d'infrastructures d'approvisionnement en eau.

### Guerre de positions

Le gouvernement central a approuvé la demande d'ArcelorMittal de

céder en leasing 202 hectares de mines de fer au Karampada dont les réserves de 65 millions de tonnes, sont situés dans la réserve forestière à l'ouest du district Singbhum au Jharkhand. Ces gisements minéraux sont de très bonne qualité. Jusqu'à présent un nombre significatif de paysans et autres villageois du Jharkand et d'Orissa ont refusé de vendre leurs terres. Celles-ci sont cependant indispensables aux projets de la compagnie. Aux dires de Lakshmi Mittal, ce refus a entraîné des retards "inacceptables". "Les gens doivent être éduqués pour soutenir une industrialisation progressive y compris la nécessité de construire de nouvelles aciéries sur les terres agricoles", a déclaré en octobre 2009 au Financial Times le PDG de Mittal. "Si nous ne pouvons pas avancer sur ces deux sites, nous serons obligés de renoncer à l'idée de démarrer des projets là-bas et nous chercherons d'autres lieux en Inde pour notre expansion."

Naveen Patnaik, le ministre en chef d'Orissa jugeait pour sa part la mise en garde de Mittal assez inattendue. "Je n'ai pas eu de telles informations de la société", a-t-il dit à une agence de presse indienne. "Je crois que l'acquisition de terres pour le projet de cette firme est en route. Nous avons fait de notre mieux pour faciliter le projet et nous voulions résoudre le problème de l'acquisition de terres d'une manière pacifique avec les villageois pour la satisfaction de tous." A son tour, le secrétaire du gouvernement d'Orissa, le Dr. AMR Dalwai, a déclaré que si aucune terre n'a été attribuée jusqu'à présent à la société, le processus est en cours. La compagnie a déjà rencontré des assemblées villageoises dans huit villages; les sept autres seront également bientôt concernés. Ces assemblées sont légalement chargées de garantir la protection et la préservation des us et coutumes du peuple, de leur identité culturelle, de

leurs ressources communautaires et des traditions pour régler les différends. Les fonctionnaires du Jharkhand ont réagi différemment. Le gouverneur K. Sankarannarayanan a prôné le dialogue entre la société et les villageois: "Celui qui est propriétaire de la terre doit, tout d'abord, accepter l'idée de s'en séparer", a-t-il souligné. "Autrement, si la compagnie décide de s'en aller ailleurs, comment pourrais-je l'en empêcher?"

L'État n'y perdra pas, d'autres sont prêts à entrer en lice. Cependant dans un développement récent, le directeur général Vijay Bhatnagar, Maheshwari Sudhir membre du groupe de gestion et le député Singh, vice-président, ont rencontré le nouveau gouvernement du Jharkhand dirigé par le ministre en chef Shibu Soren. "Nous sommes venus réaffirmer notre engagement. Nous sommes déterminés à mener le projet à son terme et, dans ce but, nous avons besoin du soutien du gouvernement. Le ministre en chef a promis tout le soutien nécessaire au projet" a déclaré Bhatnagar. Pendant ce temps les activistes d'AMARM luttent bec et ongles dans le Jharkhand contre le projet. En octobre 2009, sans se laisser décourager par une pluie diluvienne, des milliers d'hommes et de femmes se sont rassemblés au siège du district du site pressenti à Gumla. Ils étaient armés de l'arc traditionnel, de flèches, de balais, de faucilles, de batteuses à grains et de machettes. Sur les pancartes et banderoles qu'ils portaient bien haut on pouvait lire "Mittal: dégage".

Les villageois protestaient contre la vente de 415 hectares de terres soi-disant "gouvernementales", des terres pour lesquelles la compagnie a versé à l'administration du district 80% du prix (2,8 millions de dollars). Les villageois ont demandé l'abrogation immédiate des actes de vente en faisant valoir que ces terres, étendues sur dix

villages du district, comprenaient des ressources naturelles appartenant à la communauté telles que les rivières, ruisseaux, forêts, collines. Malgré les difficultés, la population locale garde l'espoir de conserver ses terres ancestrales. "Compte tenu des protestations des villageois", a déclaré Sharma Rahul, chef de l'administration de Gumla, "la question reste en suspens chez le commissaire divisionnaire et aucun terrain n'a, jusqu'à présent, été cédé à la société."

Traduction Gresea réalisée par Vladimir Caller

Sur le sujet, on lira avec intérêt "En écoutant les sauterelles" d'Arundati Roy (Gallimard, 2011) et "Red star over India" de Jan Myrdal (édité par Setu Prakashani, Inde, 2012).

## Questions scolaires

Soumis aux étudiants du séminaire de Ms Meena Galliar, ce texte proposait de mettre en débat les questions suivantes (assez "business school") :

1. Quels sont les enjeux dans ce dossier? Pourquoi ont-ils fait surface?
2. Quels sont les effets de l'industrialisation?
3. Les Gens, la Planète ou les Profits: qu'est-ce qui importe pour que l'Inde aille de l'avant?
4. Qui a la responsabilité de prendre en compte les préoccupations des riverains locaux?
5. Que devrait faire Mittal d'après vous pour établir de manière durable son business dans l'Orissa?